POUVOIR-AROUCH

La feuille de route d'Ouyahia approuvée

Le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, n'a pas eu peine à faire adhérer la délégation d'animateurs des arouch de Kabylie à sa feuille de route, laquelle s'est voulue, pour cette reprise de la négociation, signature d'un accord portant mise en place "d'un mécanisme conjoint qui sera chargé du suivi et de la mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur par l'Etat, dans le cadre de la Constitution et des lois de la République". Un accord qui ne contraint nullement à l'obligation de résultat, tant il ne porte que sur la définition d'un nouveau cadre formel pour la négociation.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Les animateurs des arouch formant la délégation qui a scellé, vendredi, la retrouvaille formelle avec le chef du gouvernement n'auront finalement fait que souscrire à une nouvelle approche de la négociation définie par le pouvoir. Les termes de l'accord signé samedi, tard dans la soirée, ne consignent, en effet, nulle exigence, la moindre soit-elle, des arouch. Le document agence, rappelés les engagements et les déclarations du chef de l'Exécutif à agir pour solutionner la crise de Kabylie, avant qu'il ne chute sur l'institution du fameux mécanisme. Pourtant les partenaires d'Ouyahia dans cette supplémentaire négociation ont, avant d'emprunter les marches du Palais du gouvernement, affirmé, le ton solennel, avoir une feuille de route.

Laquelle ? Celle-ci, ont-ils expliqué, consistait à, d'abord, interpeller leur interlocuteur sur la satisfaction des six incidences, objet d'un protocole d'accord et d'un protocole d'accord additionnel en janvier 2004, en sus dans une version actualisée, c'est-à-dire s'élargissant aux détenus du mouvement citoyen du Sud et aux journalistes emprisonnés.

Au sortir de ses premières longues heures de palabres, Abrika et compagnons n'ont rien arraché à Ouyahia qui pourrait être comptabilisé comme un acquis tangible. Le chef du gouvernement a réitéré verbalement un engagement à satisfaire les six incidences. Un engagement qui n'est assorti d'aucun délai. Les animateurs des arouch n'ont pas estimé utile d'en exiger. Comme si le retard d'une année entière cumulé par l'Etat à concrétiser ses engagements en la matière ne les a pas édifiés et ne les a pas éveillés sur la réalité du jeu politique auquel ils sont soumis.

Aujourd'hui, ils y souscrivent plutôt consentants. La confirmation est venue du porte-parole de la délégation, Belaïd Abrika, pour ne pas le nommer, qui, à l'occasion de la conférence de presse animée hier au Palais du gouvernement, a souligné que "le mouvement est passé de la phase de la confrontation à celle du partenariat".

Un partenariat qui, dans ce cas d'espèce, suppose la concession du moins de la part de l'une des deux parties engagées dans la négociation. A ce stade de cette préliminaire, ce sont les animateurs des arouch qui y ont consenti. Qu'on n'en juge : plutôt que de soustraire à Ouyahia des engagements fermes, Abrika et compagnons se sont, par exemple, satisfaits "d'espérer que, d'ici l'Aïd, tous les prisonniers seront libérés, Benchicou y compris". Ils se fondent aussi du même espoir quant à l'arrêt des poursuites judiciaires dans deux jours (l'Aïd est prévu pour jeudi). Idem pour le point relatif à la révocation des indus élus : "Nous attendons leur départ", s'est résumé à dire Abrika. Quand ? Comment ?

C'est au chef du gouvernement d'apprécier, si tant est que soit dans sa prérogative d'agir en la matière. Reste l'épineuse question de l'officialisation de tamazight que ni Ouyahia ni les arouch n'ont semblé souhaiter aborder pour le moment, alors qu'il y a une année les mêmes animateurs des arouch ont juré de reprendre le dialogue, si toutefois reprise il devait y avoir, là où ils l'ont laissé. C'était il y a une année. Abrika, ne pouvant échapper à la sollicitation de la presse autour de la question, s'est réfugié derrière un "l'Etat a retiré sa proposition de référendum pour l'officialisation de tamazight". Qu'est-il proposé par ailleurs ? L'accord parle tout juste de la mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur dans le cadre de la Constitution et des lois de la République. C'est écrit, lu, approuvé et signé par la délégation.

Que comprend Abrika ? "Les lois et la Constitution ne sont pas éternelles. Il est appelé à des changements et à des réaménagements. La satisfaction de certains points de la plate-forme d'El-Kseur nécessite bien sûr des changements dans la Constitution". Voilà une projection insidieusement dévoilée.

La Kabylie, au nom de laquelle parlent Abrika et compagnons, a-t-elle été consultée à propos ? Heureux les martyrs du Printemps noir qui n'ont rien vu de ce qui est advenu de leur sacrifice.

S. A. I.

EDUCATION

La grève massivement suivie dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Journée noire que celle vécue hier dans le secteur de l'éducation. Ils étaient, en effet, la majorité des vingt-deux mille instituteurs, professeurs et autres personnels à avoir répondu à l'appel des syndicats pour un débrayage. Selon le Sete-UGTA, le taux d'adhésion à l'appel à la grève qu'il a lancé a été entendu par pas moins de 98% des personnels concernés.

Azedine Maktour - Tizi-Ouzou (Le Soir) - Il suffisait de faire un tour en ville pour comprendre que les potaches n'avaient pas cours hier. Pour se rendre compte de l'ampleur de la désaffection des classes, même des enseignants qui ne se reconnaissent dans aucun des quatre syndicats ayant voulu faire de ce dimanche un jour particulier ont rejoint volontiers le mouvement. Il faut dire que le problème de la perception des traitements touche tout le monde sans distinction.

Un mouvement de grève qui a touché pratiquement tous les établissements et qui a inspiré de nombreux commentaires, notamment chez les membres du bureau exécutif du Sete, auxquels s'est joint sans trop se faire prier M. Ramdani, le premier responsable de l'UGTA dans la wilaya de Tizi-Ouzou, pour une conférence de presse. Pour donner le ton, le secrétaire général du Sete-UGTA attribue les raisons de ce débrayage aux pouvoirs publics, coupables d'avoir fait le dos rond aux institutions internationales qui feraient pression sur les pouvoirs publics pour procéder à une compression des effectifs dans la Fonction publique. La centralisation de la paie des personnels de l'éducation, source des quasi cycliques grèves, serait un de ces moyens mis insidieusement en œuvre pour aboutir aux compressions des effectifs dans la Fonction publique.

Extrêmement virulents, les syndicalistes de l'UGTA crient à qui veut les entendre que le mouvement de protestation, qui ne s'achèvera qu'une fois les salaires de janvier perçus et qu'en sus des exigences des instances internationales, les problèmes qui font courir les enseignants à Tizi-Ouzou sont carrément suscités et savamment entretenus à des fins claires : entretenir le pourrissement dans la région.

En tous les cas, c'est un mouvement sans précédent que celui qui a marqué hier le secteur de l'éducation à Tizi-Ouzou puisque même les sources officielles avancent un taux de suivi du mot d'ordre de grève avoisinant les 93%.

A. M.

ALI GHERBI REAGIT A L'ACCORD

"Un accord vide qui n'engage que ses auteurs"

Le Soir d'Algérie : **Vous avez pris connaissance de l'accord qui vient d'être signé entre la délégation de l'interwilayas et le chef du gouvernement, peut-on connaître votre lecture ?**

Ali Gherbi : On a interpellé la délégation de l'interwilayas et le chef du gouvernement pour mettre fin à ce dialogue parce que pour une aussi importante mission, la base citoyenne doit être consultée en vue de recueillir non seulement son avis mais aussi ses orientations et ses consignes. J'ai eu à prendre connaissance du protocole d'accord, il est totalement vide et n'engage que ses auteurs.

Je signale que le chef du gouvernement nous a proposé beaucoup mieux que ça l'année dernière lors du premier round de dialogue. Seulement, à cause de la proposition d'organiser un référendum pour l'officialisation de tamazight, nous avons quitté la table des négociations. Aujourd'hui, le contenu du communiqué signé conjointement par la délégation et le chef du gouvernement est sans âme. Un avis au passage partagé par la population comme en témoignent tous les appels que nous recevons des quatre coins du pays. Pour nous, c'est peut-être une manière de renvoyer la délégation chez elle à moins qu'un compromis secret ait été signé entre les deux parties. De toutes les façons, nous, nous tenons toujours aux propositions du chef du gouvernement du mois de janvier 2004 en attendant de nous organiser pour aller le rencontrer en réponse à son offre de dialogue. Dans le cas où il dénierait notre réprésentativité, nous allons nous adresser au premier magistrat du pays. Comme dirait l'adage : "Mieux vaut s'adresser au Bon Dieu qu'à ses saints."

Ph. : Samir S.

Que comptez-vous faire concrètement sur le terrain pour faire échec à cet accord ?

On reçoit beaucoup d'appels de la part de nos frères de Tizi-Ouzou, Bouira, Sétif, BBA et de la région des Aurès qui nous félicitent pour notre position de fidélité au principe directeur du mouvement. Nous allons très prochainement, juste après l'Aïd, organiser des rencontres afin d'aboutir à une réconciliation à l'intérieur du mouvement et nous discuterons de la meilleure manière d'aller vers une mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur.

Entretien réalisé par A. K.